

TERMES DE REFERENCE

**REALISATION DE LA CARTOGRAPHIE NATIONALE DES ENTREPRISES DU
SECTEUR PRIVE QUI INVESTISSENT DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH /SIDA,
LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME AU CAMEROUN**

I. Contexte

1.1. Epidémiologie

Le taux de prévalence du VIH/SIDA au Cameroun est passé de 4,3% en 2011 à 3,4% en 2018, selon les résultats publiés par le Comité national de lutte contre la pandémie (CNLS).

L'infection au VIH au Cameroun est un problème de santé publique qui impacte négativement sur le développement local en privant notre tissu industriel déjà faible d'une force productive. Certaines catégories socioprofessionnelles présentent des indices alarmants et constituent des moteurs de l'infection et dont le potentiel infectieux expose lourdement la population générale. Les travailleurs des pôles économiques (secteur des transports routiers, BTP, les entreprises forestières, agro-industries, mines, etc.) font partie des populations dites vulnérables du fait d'une prévalence supérieure à la moyenne nationale. Le taux de séropositivité varie selon les secteurs économiques. On enregistre des taux de séropositivité importants dans les entreprises agroalimentaires/plantations industrielles, les exploitations forestières, les chantiers structurants, soit respectivement de l'ordre de 7,8%, 4,1% et 6,04% (Rapport annuel 2019 de GFBC).

Dans le cas de la Tuberculose, l'incidence estimée du pays est de 186 pour 100 000 habitants en 2018. Les infections opportunistes, notamment la Tuberculose (39 à 50% de coinfection VIH/TB) sont en nette recrudescence et fragilisent les efforts déjà consentis. Elles augmentent la charge (coûts directs et indirects) durant le parcours des soins des travailleurs de certains secteurs au rang desquels figurent en bonne place les miniers. Le gap de la notification des cas reste persistant à près de 48% à l'occurrence 23741 cas en 2018 pour 49000 cas attendus. Les groupes d'âges les plus touchés sont ceux compris entre 20 et 45 ans. Ils représentent environ 64% des cas notifiés en 2018. Ceci signifie que la transmission de la tuberculose est intense au sein de la population active qui représente la force économique du pays.

Dans le même ordre d'idées, le paludisme demeure après plusieurs décennies de lutte, un grand frein au développement social et économique du pays. Les données font état d'une disparité de morbidité régionale avec des prévalences très élevées dans la zone forestière du pays, notamment les régions du Centre (sans excepter Yaoundé avec 52,4 %), de l'Est (48,2 %), du Sud-Ouest (46,1 %), du Sud (43,1 %), dans la zone soudano-sahélienne de l'Adamaoua (47,4 %) et du Nord (34,3 %). Cependant, elle est relativement faible dans les hautes terres de l'Ouest (26,8 %), du Nord-Ouest (15,0 %), puis dans la région sahélienne de l'Extrême Nord (27,1 %) et dans les grands centres urbains de Douala (12,1 %) et de Yaoundé. Le paludisme représente la première raison de consultation médicale et d'hospitalisation au sein des Services Médicaux du Travail (SMT) (Rapport SANTEC-AC/CCA-SANTE, 2016)¹, et

¹SANTEC/CCA-SANTE, Rapport 2016

constitue le premier poste de dépenses des frais de santé dans l'entreprise en raison du taux d'absentéisme lié aux épisodes de maladies des travailleurs et de leurs familles. C'est la première cause de décès¹ (plus de 4 000 décès depuis plus d'une décennie au sein des communautés) sur les sites d'exploitation avec un potentiel morbide qui affecte les enfants de 0 à 5 ans.

I.2. Situation de la réponse

En réponse à l'évolution des trois maladies et de ses conséquences tant sur le plan social qu'économique, le Gouvernement du Cameroun a fait de la lutte contre ces trois maladies une de ses priorités en matière de développement. C'est dans cette vision que le secteur privé a été inscrit au rang des priorités des subventions du NFM² au terme de la session extraordinaire de l'ICN³ du 03 avril 2020.

En effet, les entreprises mettent en place des réponses aux trois maladies mais celles-ci sont éparées et faiblement connues du secteur public et des partenaires au développement. Une bonne part de l'offre de prise en charge médicale pour les maladies et notamment pour le sida, le paludisme et la Tuberculose est assurée par les services médicaux d'entreprise. Cette contribution reste peu documentée bien que certaines entreprises étendent ces services non seulement à leurs travailleurs, les dépendants mais aussi aux communautés riveraines. Par ailleurs, le secteur privé dispose d'opportunités susceptibles d'être exploitées dans d'autres domaines d'appuis de la riposte aux trois maladies : notamment au niveau du transport-chaîne d'approvisionnement, de la mobilisation des ressources domestiques et l'extension de l'offre de service.

Pour tenter de renforcer cette réponse, le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale a élaboré une stratégie sectorielle de lutte contre le VIH en milieu de travail. Cette stratégie met l'accent sur le partenariat public-privé. Et pour créer une interface avec les différents partenaires, les organisations patronales dont le GICAM⁴ ont mis en place une Coalition de la Communauté des Affaires contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et la paludisme (CCA/SIDA) depuis 2006 dont l'objectif est d'accompagner les entreprises dans la lutte contre les trois maladies. Outre cette action majeure, le MINTSS et le BIT ont élaboré les documents de politique pour encadrer les interventions de lutte contre le VIH/SIDA dans le monde du travail.

Dans le même sillage et plus récemment :

- Les réflexions menées par le pays en 2016 lors des ateliers ITP pour le paludisme et le VIH-TB ont retenu le développement des PPP parmi les interventions pertinentes en vue de lever les goulots d'étranglement dans l'atteinte des résultats des programmes paludisme, TB et sida

² Nouveau Modèle de Financement du Fonds mondial-3è serie

³ Instance Nationale de Coordination du Fonds mondial

⁴ Groupement Inter-Patronal du Cameroun

- A la demande de l'ICN et sous la supervision du Fonds mondial, une réunion de haut niveau a eu lieu à Douala le 29 novembre 2016, à laquelle ont pris part les représentants de 40 entreprises, les groupements patronaux, les représentants du Ministère de la Santé Publique, du Global Fund ATM, le BIT et l'ONUSIDA. Cette rencontre a discuté des opportunités de développement de partenariats en vue de booster l'implication du secteur privé dans la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose.
- La nouvelle demande de financement du Pays financée par le Fonds mondial pour la période 2021-2023 prend en considération la problématique du secteur privé.

C'est dans ce contexte que le GICAM a été sélectionné par le PR-CNLS comme sous bénéficiaire en charge de la mise en œuvre du sous projet « **Prévention du VIH, du Paludisme et de la Tuberculose en direction du secteur privé** » pour la période 2021 – 2023.

II. Objectifs

2.1. Objectif général

L'objectif global de la mission est de réaliser une cartographie par secteur économique clés des entreprises qui disposent des SMT (services médicaux du travail) et des plans d'action de lutte contre les trois maladies, en vue de leur mobilisation, de leur implication et de la pérennisation de la réponse au VIH/TB/Paludisme dans le cadre du NFM3.

2.2 Objectifs spécifiques

Collecter les données sur les activités de lutte contre les trois maladies :

- Dresser le répertoire des entreprises par secteurs économiques ayant un potentiel et/ou, qui disposent des SMT et d'un plan d'action de lutte contre les trois maladies ;
- Analyser les capacités des SMT des entreprises ciblées à améliorer la prise en charge des trois maladies selon les directives pratiques nationales ;
- Identifier les sources de financements et le niveau d'investissement des entreprises ciblées en matière de lutte contre les trois maladies ;
- Evaluer les investissements financiers, matérielles et humaines des entreprises des secteurs clés dans la santé, et la lutte contre les trois maladies ;
- Elaborer la cartographie des entreprises sur la base d'indicateurs précis (Potentiel pour la mise en œuvre des interventions des trois maladies, services médicaux, Structures de management de la SST, Investissement dans la santé, localisation, bassin d'emploi, Activités RSE, populations riveraines,etc) .

III. Mandat du consultant

Sous la coordination de la Directrice Exécutive du GICAM et la supervision directe du Coordonnateur de l'Unité de Coordination du Sous Projet NFM3du GICAM, le consultant aura pour mandat général de conduire l'étude sus décrite. A cet effet, il conduira une analyse des principaux acteurs de lutte contre le VIH/SIDA et va réaliser une cartographie des interventions de lutte contre les VIH, la TB et le Paludisme dans les entreprises du secteur privé au Cameroun.

De manière plus spécifique, le consultant devra effectuer les tâches suivantes :

- Prendre connaissance des TDRs de l'activité, de la documentation internationale, nationale et locale ainsi que des données pertinentes sur le VIH, la Tuberculose en lien avec le secteur privé ;
- Conduire des interviews et dialogues avec les acteurs clés travaillant sur les trois maladies et le monde du travail (MINTSS, GICAM, BIT, SCSST) ;
- Elaborer une note méthodologique qui présente clairement les différentes étapes de l'étude, les instruments et outils utilisés pour récolter des informations additionnelles ;
- Organiser une session de validation de la démarche méthodologique ;
- Recenser les entreprises qui disposent des plans d'action de lutte contre les trois maladies auprès des secteurs économiques suivants :
 - ✓ Eau et Energie,
 - ✓ Industries manufacturières,
 - ✓ Transport et Logistique,
 - ✓ Bâtiments et travaux publics,
 - ✓ Télécommunications,
 - ✓ Services (Banques, assurances, sécurité, etc...),
 - ✓ Mines et entreprises forestières,
 - ✓ Commerce.
- Réaliser une analyse situationnelle des entreprises ciblées, de leurs démarches et de leur niveau d'investissement dans la santé en matière de lutte contre le VIH/TB/Paludisme ;
- Recenser et analyser les attentes des Entreprises ainsi que les possibilités d'appui et de mobilisation des Entreprises pour optimiser leurs contributions et leurs implications dans la promotion de la santé en général et la lutte contre les trois maladies en particulier ;
- Faciliter un atelier de restitution et de validation des résultats de la cartographie à Douala.

IV. Résultats et produits attendus du prestataire

- Une note méthodologique faisant des propositions claires et précises sur les différentes étapes, les instruments et outils utilisés ;
- Une compilation des documents et données existants est faite ;
- Un Powerpoint avec les résultats de la cartographie des entreprises des secteurs économiques ciblés intervenants dans la lutte contre les trois maladies ;
- Un rapport synthétique incluant la cartographie des entreprises sur la base d'indicateurs retenus et les résultats de l'atelier de validation, facile à lire et avec des illustrations et graphiques est rendu. Le rapport doit contenir des recommandations pratiques pour améliorer le partenariat PPP.

V. Approche méthodologique

La méthodologie de travail reposera sur les axes suivants :

- Séances de travail préparatoire et de mise au point avec l'équipe de suivi constituée des représentants du CNLS, du GICAM, du BIT, et du MINTSS ;
- Revue documentaire ;
- Entretiens avec les acteurs clés des secteurs économiques ciblés (Président des organisations faïtières, Chefs d'entreprise, Médecins de travail et DRH) ;
- Rencontres avec les partenaires ;
- Formulation du rapport avec résultats de la cartographie et recommandations pratiques.

VI. Rôle du GICAM

- Fournir le matériel et la documentation nécessaire ;
- Assurer le suivi de la qualité de l'activité ;
- Mettre à disposition toute information nécessaire ;
- Introduire le Consultant auprès des partenaires à rencontrer ;
- Faciliter les missions éventuelles dans les régions ciblées.

VII. Profil du Consultant

- Bureau d'études spécialisé ou Individu disposant d'un diplôme universitaire avancé (Minimum Master ou équivalent) en sciences sociales, économie, santé publique, démographie, ou tout autre domaine connexe ;
- Au moins cinq (05) années d'expérience dans la conduite des analyses dans le domaine du partenariat public-privé pour la réponse nationale au VIH, TB et Paludisme ;
- Justifier d'une bonne connaissance du fonctionnement du mécanisme institutionnel national de lutte contre les trois maladies dans le monde du travail et des textes y relatifs (PSN etc ...).
- Avoir une expérience dans la rédaction des documents d'études ;

- Excellente connaissance du contexte de l'entreprise, y inclus des interventions du Gouvernement, de la société civile et des partenaires techniques et financiers en matière de santé dans le monde du travail ;
- Disposer d'une expérience dans l'utilisation des ordinateurs et logiciels (MS Word, Excel, Powerpoint, etc)

VIII. Durée et délais de la consultation

Le travail s'étendra sur une durée de 15 jours avec une phase préparatoire d'une semaine à compter de la date de sélection du candidat.

IX. Date de démarrage

Dès recrutement.

X. Critères d'appréciation

Les critères suivants serviront de base pour apprécier la prestation :

- Respect du chronogramme ;
- Qualité des rapports produits ;
- Respect des termes de références dans tous ses aspects.

XI. Rémunération

Sera appliquée les conditions établies pour un contrat de consultation national.

XII. Processus de sélection du Consultant/Bureau d'études

Un Comité (CNLS-GICAM) examinera et procédera à la sélection de la meilleure offre technique et financière.